

Brochure n° 3029

Convention collective nationale

IDCC : 493. – **VINS, CIDRES,
JUS DE FRUITS, SIROPS, SPIRITUEUX
ET LIQUEURS DE FRANCE**

■ *Journal officiel* du 20 février 2009

**Arrêté du 11 février 2009 portant extension d'un avenant à la
convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits,
sirops, spiritueux et liqueurs de France (n° 493)**

NOR : MTST0903691A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juin 1973 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
21 octobre 2008, portant extension de la convention collective nationale des
vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du
13 février 1969 ainsi que des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 44 du 5 août 2008, relatif au compte épargne-temps, à la
convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 18 octobre 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu les avis motivés de la Commission nationale de la négociation collec-
tive (sous-commission des conventions et accords), rendus en séance du
6 février 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale
des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du

13 février 1969, tel que modifié par les avenants n° 34 du 16 décembre 1993 et n° 36 du 1^{er} décembre 1994, les dispositions de l'avenant n° 44 du 5 août 2008, relatif au compte épargne-temps, à la convention collective susvisée.

L'article 34 *bis* 1 de l'avenant n° 44 est étendu, à l'exclusion des termes : « Il ne pourra être dérogé aux présentes dispositions relatives au compte épargne-temps, par voie d'accord d'entreprise ou d'établissement, que dans un sens plus favorable au salarié », l'article L. 3152-1 du code du travail disposant que le compte épargne-temps peut être institué par convention ou accord d'entreprise ou d'établissement, ou, à défaut, par une convention ou un accord de branche.

L'article 34 *bis* 4 de l'avenant n° 44 est étendu, à l'exclusion des termes : « ou par décision de l'employeur à défaut d'accord », l'article L. 3152-3 du code du travail disposant qu'il revient à une convention ou accord d'entreprise ou d'établissement, ou, à défaut, à une convention ou un accord de branche de définir les modalités de gestion du compte épargne-temps.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/38, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.